



**Asamblea Parlamentaria Euro-Latinoamericana
Euro-Latin American Parliamentary Assembly
Assemblée Parlementaire Euro-Latino Américaine
Assembleia Parlamentar Euro-Latino-Americana**



Commission des affaires économiques, financières et commerciales

25.11.2011

DOCUMENT DE TRAVAIL

Commerce de matières premières entre l'UE et l'Amérique latine

Corapporteur (AL): Oscar Arboleda, du Parlandino

Commerce de matières premières entre l'UE et l'Amérique latine

Les premières années de ce nouveau millénaire ont apporté leur lot de mutations dans le monde entier au niveau politique, économique et social avec l'apparition de nouvelles puissances comme les «pays BRIC» (Brésil, Russie, Chine et Inde) qui insufflent un nouvel élan au commerce mondial. Les grandes puissances ont donc dû s'adapter de manière drastique pour pouvoir conserver leurs intérêts et leur hégémonie.

De même, les pays en développement ont dû faire face à des changements dans la composition traditionnelle de la demande extérieure, comme cela a été le cas pour l'Amérique latine, qui s'était toujours concentrée essentiellement sur la vente de produits de son extraction primaire aux États-Unis et à l'Union européenne (UE), en échange de produits transformés et à forte valeur ajoutée.

S'agissant des changements relatifs à la structure des puissances économiques et politiques survenus ces dernières années dans le monde, il peut s'agir là de la meilleure opportunité qui se soit présentée à l'Amérique latine dans toute son histoire pour développer son appareil de production et se positionner comme une région de premier rang au niveau mondial, compte tenu des caractéristiques actuelles de la demande mondiale, et en particulier grâce à la valeur de ses immenses ressources naturelles non renouvelables et de l'énorme potentiel énergétique présent sur son territoire, caractérisé par une richesse en eaux unique au monde.

Par ailleurs, outre l'extraction de produits miniers et énergétiques dérivés du pétrole, du gaz et du charbon, la région possède un secteur agricole qui peut pleinement conquérir les marchés internationaux avec des produits de qualité optimale et des prix compétitifs résultant du faible coût de la main-d'œuvre dans ses plus de 20 pays. Il est dès lors impératif d'accélérer l'amélioration des conditions d'entrée sur le marché européen pour les produits de l'Amérique latine.

De fait, en mai dernier, lors de la session plénière d'EuroLat organisée à Montevideo, en Uruguay, la résolution émanant de la commission II (affaires économiques et commerciales) indiquait que «l'UE et les pays d'Amérique latine doivent jouer un rôle dans la réduction des barrières qui faussent les échanges, en vue de les faciliter [et que] la réforme substantielle des subventions aux exportations agricoles, qui constitue un engagement du programme de Doha de l'OMC, devrait être achevée dans les plus brefs délais»¹.

Dans ce contexte, il importe de signaler que la relation historique entre l'Amérique latine et l'UE est à présent devenue un pôle d'échange commercial grâce à d'importants investissements directs étrangers (IDE) du bloc européen dans la région, principalement au Chili et au Mexique, pays qui ont conclu il y a des années des accords de libre-échange avec le marché européen. De même, le Pérou et la Colombie espèrent ardemment que leur accord entrera en vigueur en 2012 et les négociations avec le Mercosur ont repris.

Tout cela créera une nouvelle dynamique pour les investissements et le commerce birégional. Les IDE des pays de l'UE vont sûrement augmenter et cette situation suscitera chez les pays d'Amérique latine un grand intérêt pour placer leurs produits sur un marché de 400 millions d'habitants, où la grande majorité des pays dispose d'un pouvoir d'achat élevé.

Au cours de ce processus, notre région doit élaborer des politiques et des stratégies unifiées

¹ Assemblée parlementaire euro-latino américaine. Résolution sur les perspectives pour les relations commerciales entre l'Union européenne et l'Amérique latine: http://www.europarl.europa.eu/intcoop/eurolat/assembly/plenary_sessions/montevideo_2011/resolutions/trade_fr.pdf. Consulté en ligne le 4 octobre 2011.

pour que sa production et ses exportations vers l'UE reposent à moyen et à court terme sur la transformation de matières premières en produits à valeur ajoutée, ce qui sera pour l'Amérique latine la solution idéale pour le développement durable de son économie et la modernisation de son appareil de production.

L'Amérique latine dans le nouveau contexte mondial

La nouvelle carte politico-économique de la mondialisation du XXI^e siècle présente une perte d'hégémonie de la part des États-Unis, qui s'est traduite par une forte contraction financière. La crise qui a touché la zone euro ne semble pas non plus être près d'être réglée et a déstabilisé les marchés mondiaux des capitaux. Ajoutons à cela les catastrophes naturelles qui ont frappé le Japon en mars et qui ont réduit les perspectives de croissance de cette ancienne deuxième économie mondiale.

Par ailleurs, signalons l'émergence des BRIC en tant qu'acteurs du commerce international, ce qui a redessiné les flux internationaux de capitaux. Dans ce contexte, l'Amérique latine n'est plus perçue comme un immense grenier permettant de répondre à la forte demande de matières premières et d'aliments d'un monde de plus en plus industrialisé, mais comme la région qui peut sortir gagnante de cette complexe crise économique et se positionner en force sur les marchés mondiaux.

La réponse de la région à la crise économique mondiale

Lors de la crise financière de 2008, la région a obtenu de bons résultats grâce à ses politiques économiques anticycliques et à la demande élevée de matières premières. Cette situation a donné à l'Union européenne de très bonnes perspectives d'investissement dans des pays comme le Chili, la Colombie, le Pérou et le Brésil.

Pour Pamela Cox, vice-présidente de la Banque mondiale, la région a fait preuve d'une résistance impressionnante face à la crise économique et, pour la première fois de son histoire, est restée à l'écart des tendances économiques mondiales, en sortant en quelque sorte *indemne*. En 2010, elle a enregistré d'excellents résultats macroéconomiques grâce à ses bonnes politiques économiques et au rendement de ses matières premières, fruit du prix extérieur des produits de base, ce qui a eu des effets positifs sur les pays exportateurs de produits agricoles de base, de minerais et d'hydrocarbures.

Néanmoins, la situation difficile que l'UE traverse peut s'étendre à l'Amérique latine au travers du commerce, des investissements, du flux des envois de fonds et des équilibres budgétaires. Dans le cadre de son travail, Daniel Titelman, chef de l'unité d'étude de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a indiqué que la crise financière des *subprimes* de 2008 avait représenté la première mi-temps, dont la région s'est très bien sortie. La situation en Grèce et l'éventuelle contamination d'autres économies de l'Union, comme le Portugal ou l'Espagne, n'est que le début de la «seconde mi-temps».

«La peur de l'inconnu est au plus fort», peut-on lire dans le dernier rapport du FMI. Une telle incertitude risque de donner lieu à une escalade de la crise économique et à une diminution des niveaux de croissance.

Cadre commercial des matières premières

Selon l'Office statistique de l'UE, Eurostat, l'UE détient 20 % du commerce mondial et est le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine. Quant aux 20 pays de l'Amérique latine, ceux-ci se partagent 6 % du commerce extérieur de l'Union européenne, pourcentage

composé de produits agricoles (23 %) et alimentaires (21 %).

De même, les produits des industries extractives (18 %), les matières premières (2,4 %), les combustibles (11 %), les produits transformés (10 %), les produits chimiques (5 %), les appareils et les équipements de transport (3 %) et les produits de l'industrie automobile (11 %) représentent également un pourcentage élevé.

L'UE, quant à elle, vend à l'Amérique latine des produits transformés de haute technologie et à valeur ajoutée, comme des machines agro-industrielles, des équipements de transport et des produits chimiques.

Selon la même source, en 2009, les exportations de l'Amérique latine vers l'UE représentaient environ 75 milliards d'euros, dont 65 % de matières premières (48,140 milliards d'euros) et 33 % de produits transformés (24,728 milliards d'euros).

Voici venu le siècle de l'Amérique latine

Cette phrase a commencé à être reprise régulièrement par de nombreux dirigeants d'Amérique latine, de tous les courants politiques et qu'ils soient intégrationnistes ou non. Tout le monde souhaite faire de l'Amérique latine une région de premier ordre au niveau mondial, ce qui doit générer une articulation entre le secteur de la production et les gouvernements pour agir avec une volonté d'intégration et placer la région à la hauteur de ses espérances.

Les avantages comparatifs de la région sont exceptionnels. Elle dépasse toutes les autres régions du monde en ce qui concerne les ressources naturelles d'extraction. Pour cette raison, le paysage qui s'offre à l'Amérique latine en matière de prix des matières premières est satisfaisant.

Il faut commencer par ouvrir de nouveaux marchés, comme le font le Pérou, la Colombie, le Brésil et le Chili. Toutefois, il est primordial d'accroître la productivité ou de mettre en place des mécanismes anticycliques pour tenter de maintenir le rythme de croissance dans la région. Il y a également lieu de s'efforcer de maintenir, et d'augmenter, le flux de matières premières à destination non seulement de l'UE mais aussi d'autres marchés, comme l'Asie et le Pacifique, et de stimuler la diversification de l'offre d'exportation et l'innovation de la production.

Selon Silvia Reyes, directrice de l'information commerciale de l'agence colombienne pour la promotion des exportations (PROEXPORT), la région n'est pas seulement riche en ressources non renouvelables comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel mais elle dispose également d'un potentiel élevé en matière de production d'énergies renouvelables à partir de sources hydrauliques et de la biomasse, qui représentent l'avenir de l'humanité. Les conditions sont donc en place pour que ce siècle soit le siècle d'or de l'Amérique latine. La région doit se consacrer à fournir aux économies développées des sources d'énergie alternatives, ajoute-t-elle.

Par ailleurs, ce qu'il faut faire, c'est structurer la région en une zone de production agro-industrielle axée sur la mise en place de chaînes de production, compte tenu de la vaste offre agricole actuelle et d'un coût de la main-d'œuvre compétitif au niveau mondial.

Pour Mauricio Ramírez, président de l'association colombienne des petites et moyennes entreprises (ACOPI), «le développement régional est déterminé dans une grande mesure par la croissance et le développement des entrepreneurs, étant donné que le secteur des micro, petites et moyennes entreprises peut enregistrer une croissance supérieure à celle des grandes

multinationales».

C'est une des raisons pour lesquelles les processus d'intégration sous-régionaux doivent œuvrer à ce que leurs zones frontalières, à forte activité commerciale, commencent à développer des économies d'échelle à travers l'établissement de partenariats de production avec des politiques associatives basées sur la solidarité, qui auraient pour objectif la fabrication de produits à valeur ajoutée. Ainsi pourra-t-on rivaliser de manière efficace sur des marchés comme celui de l'Union européenne, qui exige des produits de qualité élevée et à des prix compétitifs.

Dans le cas du producteur latino-américain, c'est en dernière analyse l'agriculteur qui est le plus affecté par les obstacles commerciaux importants que l'Union européenne impose à nos produits. C'est pourquoi le 1^{er} mai 2008 la commission II d'EuroLat a présenté à la plénière de cette assemblée parlementaire une résolution appelant à poursuivre les efforts pour atteindre les objectifs du cycle de Doha, précisément au paragraphe 10: «demande instamment à l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique de réduire de façon substantielle les subventions agricoles, notamment les subventions à l'exportation, étant donné qu'elles faussent les échanges internationaux et nuisent aux intérêts des pays en développement»¹.

Il est essentiel d'assurer un commerce équitable avec l'UE et de stimuler d'autres solutions commerciales profitables aux deux parties pour améliorer le développement de l'Amérique latine.

Le flux de matières premières à destination de l'Europe signifie également que l'Amérique latine est devenue une importante réserve de produits primaires. Toutefois, une telle situation peut nuire à la durabilité environnementale de cette région en cas de surexploitation de ses ressources naturelles. Il est dès lors également important que la région se dote d'une politique commune pour la protection de ses forêts et de ses ressources hydriques et minières, qui soit menée en collaboration avec l'UE pour veiller à la protection environnementale de l'Amérique latine.

Il faut progresser par des partenariats politique-privé en tant que sources de relance. L'Union européenne, en tant qu'acheteur de produits primaires en Amérique latine, doit continuer de renforcer les espaces politiques pour parvenir à des engagements concrets en vue de la conservation et du respect de nos ressources.

À ce sujet, les dialogues politiques birégionaux doivent être axés sur la stimulation du commerce équitable, qui favorisera le développement de l'appareil de production en Amérique latine tout en contribuant à l'amélioration de la productivité dans l'Union européenne.

Enfin, il importe de tenir compte du fait que l'Amérique latine poursuivra sa croissance, quoique avec une forte incertitude quant à son avenir et à celui de l'Europe, raison pour laquelle, bien que la région soit riche en pétrole, en gaz, en électricité hydraulique, en métaux, en eau et en terres pour les aliments, il est nécessaire de tenter d'élaborer un plan d'action visant à convertir toutes ces ressources naturelles en produits transformés ou à forte valeur ajoutée.

¹ Assemblée parlementaire euro-latino américaine. Résolution sur les défis posés et les possibilités offertes par les négociations de Doha: http://www.europarl.europa.eu/intcoop/eurolat/assembly/plenary_sessions/lima_2008.htm/adopted_docs/resolution_trade_committee_fr.pdf. Consulté en ligne le 10 octobre 2011.